

Unité départementale des Bouches du Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 MARSEILLE

MARSEILLE, le 19/01/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/09/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SERAMM Usine des boues

Parc des Aygalades
35 Boulevard du Capitaine Gèze
13014 Marseille

Références : D-1951-MRS-2023
Code AIOT : 0006402259

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/09/2023 dans l'établissement SERAMM Usine des boues implanté 220 Chemin de Morgiou 13009 Marseille. L'inspection a été annoncée le 06/07/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Action nationale 2023 « Limitation des fuites de gaz sur les installations de Méthanisation »

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SERAMM Usine des boues
- 220 Chemin de Morgiou 13009 Marseille
- Code AIOT : 0006402259
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'usine des boues, exploitée par la société SERAMM, réalise l'ensemble du traitement des boues issues de la station d'épuration de Marseille. Cela inclut en particulier les opérations de méthanisation des boues et la valorisation du biogaz.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Action nationale 2023 « Limitation des fuites de gaz sur les installations de Méthanisation »

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Phase de démarrage	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 25	/	Sans objet
4	Programme de maintenance préventive	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 39	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Epuration du biogaz	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 27 bis	/	Sans objet
3	Composition du biogaz et prévention de son rejet	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 41	/	Sans objet
5	Raccords des tuyauteries de biogaz et de biométhane	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 34	/	Sans objet
6	Destruction du biogaz	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 10(sauf deuxième phrase et suivantes de l'alinéa 4)	/	Sans objet
7	Zones à atmosphères explosives (ATEX)	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 36 (sauf alinéa 4 phrases 2 & 3)	/	Sans objet
8	Consignes et signalétiques relatives aux risques d'incendie et d'explosion	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 8, alinéas 8 et suivants	/	Sans objet
9	Astreinte	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 50 bis	/	Sans objet
10	Ventilation des locaux	Arrêté Ministériel du 10/11/2009,	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
		article 37		

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées s'est rendue le 06 septembre 2023 sur site dans le cadre de l'action nationale 2023 « limitation des fuites de gaz sur les installations de Méthanisation ». La visite a porté sur l'activité de méthanisation de la station de traitement des effluents. Cette inspection a permis de vérifier la traçabilité des opérations d'entretien et de maintenance sur les analyseurs et le système de détection, sur le suivi des installations électriques, et sur le suivi des soupapes et capteurs de pression. Elle a également permis de vérifier la présence des capteurs de détection de fuite de gaz et des systèmes d'alarme, la bonne ventilation des locaux et la mise en œuvre d'une astreinte. Les zones à risque d'explosion sont matérialisées et les équipements et signalétiques sont conformes à la réglementation ATEX.

Cependant, lors de cette visite 2 constats non conformes relatifs au programme de maintenance ont été relevés :

- le tableau de suivi des contrôles d'étanchéité sur digesteurs, canalisations biogaz et équipement surpressions et sous-pression et des travaux réalisés suite à ces contrôles n'est pas complété et à jour : non-conformité à l'article 25 de l'arrêté ministériel du 10/11/2009 ;
- le programme de maintenance n'est pas complet et à jour : non-conformité à l'article 39 de l'arrêté ministériel du 10/11/2009 ;

Des améliorations documentaires doivent donc être apportées par l'exploitant sur la traçabilité des opérations d'entretien et de maintenance, notamment des contrôles d'étanchéité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Phase de démarrage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 25
Thème(s) : Actions nationales 2023, Prévention des fuites de gaz
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'étanchéité du ou des digesteurs, de leurs canalisations de biogaz et des équipements de protection contre les surpressions et les sous-pressions est vérifiée avant le ou lors du démarrage et de chaque redémarrage consécutif à une intervention susceptible de porter atteinte à leur étanchéité. L'exécution du contrôle et ses résultats sont consignés.</p> <p>Avant le premier démarrage de l'installation, l'exploitant informe le préfet de l'achèvement des installations par un dossier technique établissant leur conformité aux conditions fixées par le présent arrêté et par l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Des contrôles hebdomadaires de la structure sont effectués en interne par le personnel référencé, complétés par le système de capteurs et d'alarmes détection gaz. Chaque digesteur est équipé de deux soupapes qui le protègent contre les surpressions. Les soupapes de surpression des digesteurs sont contrôlées annuellement et la pression d'ouverture des soupapes est contrôlée deux fois par an selon la procédure d'exploitation que l'exploitant a fourni à l'inspection.</p> <p>L'exploitant a également transmis à l'inspection la procédure complète de vidange digesteur. L'étanchéité des différents trous d'homme est contrôlée au cours de la remise en service de chaque digesteur après vidange. Le contrôle s'effectue à l'eau savonneuse à la pression de service</p>

par les opérateurs du service maintenance.
L'exploitant a réalisé un tableau de suivi pour les contrôles d'étanchéité sur digesteurs, canalisations biogaz et équipement surpressions et sous-pression et des travaux réalisés suite à ces contrôles. Le tableau de suivi fourni à l'inspection comporte plusieurs champs, le nombre de points de contrôle pour chaque équipement, le nombre de points effectués, les anomalies constatées et la date du contrôle ainsi que les ordres de travaux qui en découlent toutefois ces champs ne sont pas renseignés.
Observations : Il est demandé à l'exploitant de fournir sous un mois à l'inspection le tableau de suivi des contrôles d'étanchéité complété et à jour.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Epuration du biogaz

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 27 bis
Thème(s) : Actions nationales 2023, Prévention des fuites de gaz
Prescription contrôlée : Les systèmes d'épuration du biogaz en biométhane sont conçus, exploités, entretenus et vérifiés afin de limiter l'émission du méthane dans les gaz d'effluents à : -2 % en volume du biométhane produit, pour les installations d'une capacité de production de biométhane inférieure à 50 Nm ³ / h. A compter du 1er janvier 2025, cette valeur est ramenée à 1 % en volume du biométhane produit. -1 % en volume du biométhane produit, pour les installations d'une capacité de production de biométhane supérieure à 50 Nm ³ / h. A compter du 1er janvier 2025, cette valeur est ramenée à 0,5 % en volume du biométhane produit. Le respect de ces valeurs fait l'objet d'une évaluation annuelle.
Constats : L'exploitant réalise le suivi quotidien de la teneur en CH ₄ des rejets et archive les valeurs de la supervision. Les mesures quotidiennes en CH ₄ sont accessibles et consignées. Le registre fait état du respect de la limite de fonctionnement des rejets directs de méthane. La conformité à cette limite de fonctionnement est également réalisée par le biais de la validation de la qualité du biogaz par GrDF avant injection dans le réseau. L'exploitant a transmis le rapport annuel de mesure des rejets atmosphériques de l'unité de production de biométhane réalisé le 13 décembre 2022 réalisé par APAVE. Ce rapport fait état d'une valeur moyenne inférieure à 1% et ressort donc conforme à la valeur limite réglementaire. La prescription est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Composition du biogaz et prévention de son rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 41
Thème(s) : Actions nationales 2023, Prévention des émissions de gaz
Prescription contrôlée : Le rejet direct de biogaz dans l'air est interdit en fonctionnement normal. La teneur en CH ₄ et H ₂ S du biogaz produit est mesurée au moyen d'un équipement contrôlé et calibré annuellement et étalonné a minima tous les trois ans par un organisme extérieur compétent. L'arrêté préfectoral fixe la périodicité de cette mesure, qui est au minimum quotidienne, et, le cas échéant, les paramètres devant faire l'objet d'analyses complémentaires. L'arrêté préfectoral d'autorisation fixe la teneur maximale en H ₂ S du biogaz issu de l'installation de méthanisation en fonctionnement stabilisé à l'entrée de l'équipement dans lequel il est valorisé, en cohérence avec le choix de valorisation justifié par l'étude d'impact visée à l'article 6.

<p>Constats :</p> <p>L'unité de méthanisation est équipée de moyens de mesure nécessaires à la surveillance du processus de méthanisation intégrant les différents paramètres prescrits par l'arrêté ministériel. Le suivi en continu des teneurs en H₂S et O₂ du biogaz produit par la digestion est effectué au niveau de l'unité de désulfuration. Les mesures quotidiennes en CH₄ et H₂S après désulfuration sont accessibles et consignées par l'exploitant.</p> <p>Un analyseur de biogaz n°AT543P mesure sur site la teneur en CH₄. Cet analyseur a été contrôlé et étalonné par la société Honeywell le 12 janvier 2023. Un autre analyseur Awite n° de série 2517 mesure les différents paramètres du biogaz pour le CH₄, CO₂, l'O₂ et H₂S. Ces mesures sont validées et calibrées une fois par an dans le cadre d'un contrat avec Fluides précisions. L'exploitant a présenté le PV du dernier étalonnage du système de mesures en date du 16/01/2023 qui fait état d'un bon état de l'appareil. Les équipes d'exploitation disposent d'un analyseur portatif pour faire selon besoin ce suivi sur d'autres points de mesure.</p> <p>La prescription est respectée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 4 : Programme de maintenance préventive

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 39</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2023, Gestion d'exploitation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un programme de maintenance préventive et de vérification périodique des canalisations, du mélangeur et des principaux équipements intéressant la sécurité (alarmes, détecteurs de gaz, injection d'air dans le biogaz...) et la prévention des émissions odorantes est élaboré avant la mise en service de l'installation.</p> <p>Ce programme est périodiquement révisé au cours de la vie de l'installation, en fonction des équipements mis en place. Ce programme inclut notamment, y compris pour les installations existantes dès la publication de cet arrêté, la maintenance des soupapes par un nettoyage approprié, y compris le cas échéant de la garde hydraulique, le contrôle des capteurs de pression ainsi que leur étalonnage régulier sur des plages de mesures adaptées au fonctionnement de l'installation, et le contrôle semestriel de l'étanchéité des équipements (par exemple, système d'ancrage du stockage tampon de biogaz, joints des hublots, introduction dans un ouvrage, trappes d'accès et trous d'hommes) vis-à-vis du risque de corrosion. La pression de tarage de chaque soupape est recensée dans le programme de maintenance préventive.</p> <p>Dans le cas des installations de méthanisation par voie solide ou pâteuse nécessitant des opérations répétées de chargement et de déchargement de matières, la vérification de l'étanchéité des équipements est opérée à chaque manipulation ou a minima sur une base mensuelle. Après deux ans de fonctionnement de l'installation, l'exploitant effectue un contrôle des systèmes de recirculation du percolat et un curage de la cuve de stockage associée. Cette fréquence peut ensuite être adaptée, elle est alors portée au programme de maintenance préventive. L'exploitant réalise en outre un contrôle de la fiabilité des analyseurs de gaz installés (CH₄, O₂) à une fréquence semestrielle.</p> <p>Toutes les installations électriques sont maintenues en bon état et sont vérifiées par une personne compétente selon une périodicité adéquate fixée par le programme de maintenance préventive, ainsi que lors de leur mise en service ou de leur modification. Les rapports de ces vérifications sont tenus à la disposition des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>La société SERAMM dispose de différents documents de suivi fournis à l'inspection :</p> <ul style="list-style-type: none"> - tableau de suivi pour les contrôles d'étanchéité sur digesteurs, canalisations biogaz et

<p>équipement surpressions et sous-pression et des travaux réalisés suite à ces contrôles. Ce tableau en cours de construction n'est pas rempli et doit donc être complété ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - documents de suivi maintenance et vérification analyseurs et système de détection. L'exploitant a fourni les derniers rapports de contrôle analyseurs et système de détection ; - tableau de suivi des vérifications périodiques électriques mis à jour le 06 septembre 2023 présentant le suivi des mises en conformités suite aux vérifications périodiques (contrôle annuel effectué le 06/10/2022 par Dekra sur l'installation électrique) ; - tableau de suivi des contrôles des soupapes des digesteurs mis à jour le 13/06/2023.
<p>Observations : L'exploitant doit compléter le tableau de suivi pour les contrôles d'étanchéité et fournir à l'inspection des installations classées un programme de maintenance préventive et de vérification périodique à jour et complété, sous un mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 5 : Raccords des tuyauteries de biogaz et de biométhane

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 34</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2023, Prévention des fuites de gaz</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les raccords des tuyauteries de biogaz et de biométhane sont soudés lorsqu'ils sont positionnés dans ou à proximité immédiate d'un local accueillant des personnes, autre que le local de combustion, d'épuration ou de compression. S'ils ne sont pas soudés, une détection de gaz est mise en place dans le local (une alarme sonore et visuelle est mise en place pour se déclencher lors d'une détection supérieure ou égale à 10 % de la limite inférieure d'explosivité du méthane).</p> <p>Les canalisations de biogaz et de biométhane ne passent pas dans des zones confinées. Si cela n'est pas possible, notamment pour les installations existantes, une information de risque appropriée est réalisée et une ventilation appropriée est installée dans les zones confinées. Les conduites de biogaz et le système de condensation du biogaz doivent être à l'épreuve du gel.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les raccords de tuyauteries biogaz ne sont pas tous soudés. Les différentes canalisations sont repérées en fonction du fluide qu'elles transportent. Les locaux concernés sont dotés d'une détection. La présence de capteurs de gaz et système d'alarme est confirmée par sondage sur site. L'ensemble des équipements de détection CH₄ est contrôlé par un prestataire extérieur SafetySHOP dans le cadre d'un contrat de maintenance (dernier rapport en date du 31 août 2023). Le suivi de ces contrôles est tenu à jour et a été transmis à l'inspection. Les différents raccords de la tuyauterie biogaz font également l'objet d'un contrôle d'étanchéité annuel. Ces contrôles sont programmés par le responsable maintenance sous la forme d'ordre de travail.</p> <p>La prescription est respectée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 6 : Destruction du biogaz

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 10(sauf deuxième phrase et suivantes de l'alinéa 4)</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2023, Prévention des émissions de gaz</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation dispose d'un équipement de destruction du biogaz produit en cas d'indisponibilité temporaire des équipements de valorisation du biogaz. Cet équipement est présent en</p>

permanence sur le site et est muni d'un arrête-flammes. Les équipements disposant d'un arrête-flammes conçu selon les normes NF EN ISO 16852 (de janvier 2017) ou NF ISO 22580 (de décembre 2020) sont présumés satisfaire aux exigences du présent article.

Dans le cas de l'utilisation d'une torchère, l'étude d'impact devra en préciser les règles d'implantation et de fonctionnement. Notamment, les torchères installées doivent être mises en route avant le remplissage total des unités de stockages de biogaz. Dans le cas d'une torchère asservie, l'exploitant tient à disposition de l'inspection les pressions de service de la torchère et d'ouverture des soupapes.

Pour les installations existantes au 1er juillet 2021, dans le cas où cet équipement n'est pas présent en permanence sur le site, l'installation dispose d'une capacité permettant le stockage du biogaz produit jusqu'à la mise en service de cet équipement. L'exploitant définit dans un plan de gestion, au plus tard le 1er janvier 2022, les mesures de gestion associées à ces situations d'indisponibilités et garantissant la limitation de la production et un stockage du biogaz compatible avec le délai maximal de disponibilité de ses moyens de destruction ou de valorisation de secours. Ce délai ne peut être supérieur à 6 heures.

Pour l'ensemble des installations, des mesures de gestion, actualisées chaque année en fonction des quantités traitées et des équipements installés, sont définies et annexées au programme de maintenance préventive visé à l'article 39, pour faire face à un éventuel pic de production. [...]

Lorsque le torchage s'avère nécessaire en cas de dépassement de la capacité établie au précédent alinéa, la durée de torchage est recensée et versée au programme de maintenance préventive. Si dans le cours d'une année, et à l'exception des opérations de maintenance et des situations accidentelles liées à l'indisponibilité du réseau de valorisation en sortie d'installation, il est recensé plus de trois événements de dépassement de capacité de stockage ayant impliqué l'activation durant plus de 6 heures d'une torchère ou à défaut d'une soupape de décompression, l'exploitant communique à l'inspection des installations classées un bilan de ces événements, une analyse de leurs causes et des propositions de mesures correctives de nature à respecter les dispositions du précédent alinéa.

Constats :

L'installation dispose d'une torchère présente en permanence sur le site, munie d'un pare-flammes. La société SERAMM dispose actuellement d'un système de suivi du déclenchement de la torchère, et du débit cumulé de biogaz torché et a modifié le suivi de la torchère afin de disposer du nombre de déclenchement et la durée de chacun.

L'exploitant dispose d'un fichier de suivi du nombre de déclenchements de la torchère, réalisé par extraction des données de la supervision. En raison du mode dégradé de l'installation pendant le remplacement du gazomètre, plusieurs fonctionnements continus de plus de 6 heures ont été relevés depuis la mise en place de ce suivi (01/01/2023).

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Zones à atmosphères explosives (ATEX)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 36 (sauf alinéa 4 phrases 2 & 3)

Thème(s) : Actions nationales 2023, Risques d'incendie et d'explosion

Prescription contrôlée :

L'exploitant identifie les zones présentant un risque de présence d'atmosphère explosive, qui peut également se superposer à un risque toxique. Ce risque est signalé et, lorsqu'elles sont confinées (local contenant notamment des canalisations de biogaz), ces zones sont équipées de détecteurs

<p>fixes de méthane ou d'alarmes. Une alarme sonore et visuelle est mise en place pour se déclencher lors d'une détection supérieure ou égale à 10 % de la limite inférieure d'explosivité du méthane.</p> <p>Le risque d'explosion ou toxique est reporté sur un plan général des ateliers et des stockages, affiché à l'entrée de l'unité de méthanisation, et indiquant les différentes zones correspondant à ces risques. Dans chacune des zones ATEX, l'exploitant identifie les équipements ou phénomènes susceptibles de provoquer une explosion ou un risque toxique et les reporte sur le plan ainsi que dans le programme de maintenance préventive visé à l'article 39.</p> <p>Le matériel implanté dans ces zones explosives est conforme aux prescriptions du décret n° 2015-799 du 1er juillet 2015 relatif aux produits et équipements à risques susvisé. Les installations électriques sont réalisées avec du matériel normalisé et installées conformément aux normes applicables, par des personnes compétentes et en conformité avec la réglementation ATEX en vigueur. Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté le plan de zonage ATEX de son installation, transmis à l'inspection avec les volumes concernés, les zones concernées (les digesteurs, les bâches à boues et zone du gazomètre, zones de séchage, silos, zone de désulfuration et biométhane) et les indications de présence de détecteur CH4 fixe. Dans chacune des zones identifiées, l'exploitant a procédé également à l'identification des équipements ou phénomènes susceptibles de provoquer une explosion ou un risque toxique. Ces équipements sont bien indiqués sur les différents plans de l'installation. Lors de la visite de l'installation, l'inspection a constaté par sondage qu'au niveau de l'unité de désulfuration, l'affichage du risque ATEX du local ou de la zone était bien présent. Ces zones et équipements sont matérialisées par un pictogramme EX.</p> <p>La prescription est respectée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 8 : Consignes et signalétiques relatives aux risques d'incendie et d'explosion

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 8, alinéas 8 et suivants</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2023, Gestion d'exploitation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des consignes relatives à la prévention des risques sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Elles font l'objet d'une communication au personnel permanent ainsi qu'aux intérimaires et personnels entreprises extérieures appelés à intervenir sur les installations. Ces consignes indiquent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> -l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf délivrance préalable d'un permis de feu ; -l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ; -l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ; -l'obligation d'un permis d'intervention pour les parties concernées de l'installation ; -les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ainsi que les conditions de destruction ou de relargage du biogaz ; -les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses, et notamment du biogaz ;

<ul style="list-style-type: none"> -les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 39 ; -les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; -la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, du personnel d'astreinte visé à l'article 50 bis, des services d'incendie et de secours, etc. ; -la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de limitation ou de traitement des pollutions et nuisances générées ; -les instructions de maintenance et de nettoyage ; -l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident. <p>L'exploitant justifie la conformité avec les prescriptions du présent article en listant les consignes qu'il met en place et en faisant apparaître la date de dernière modification de chacune.</p> <p>Constats :</p> <p>Les consignes relatives à la prévention des risques sont établies en tant que de besoin (interdiction de feu, plan des zonages ATEX, moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie, astreinte). L'exploitant dispose d'un plan de zonage ainsi qu'un plan des risques ATEX. Lors de la visite de l'installation, l'inspection a constaté par sondage que l'affichage des consignes relatives à la prévention des risques ATEX était bien réalisé dans les lieux fréquentés par le personnel.</p> <p>La prescription est respectée.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> <p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 9 : Astreinte

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 50 bis
Thème(s) : Actions nationales 2023, Gestion d'exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une astreinte opérationnelle vingt-quatre heures sur vingt-quatre est organisée sur le site de l'installation. L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'un service de maintenance et de surveillance du site composé d'une ou plusieurs personnes qualifiées, désignées par écrit par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients induits et des produits utilisés ou stockés dans l'installation.</p> <p>Ce service pourra être renforcé par du personnel de sous-traitance qualifié. Cette sous-traitance est obligatoire dès lors que l'exploitant n'a désigné, hors sous-traitance, qu'une seule personne pour la surveillance du site. Lorsque la surveillance de l'exploitation est indirecte, celle-ci est opérée à l'aide de dispositifs connectés permettant au service de maintenance et de surveillance d'intervenir dans un délai de moins de 30 minutes suivant la détection de gaz, de flamme, ou de tout phénomène de dérive du processus de digestion ou de stockage du percolat susceptible de provoquer des déversements, incendies ou explosions. L'organisation mise en place est notifiée à l'inspection des installations classées.</p> <p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'une procédure d'astreinte. L'exploitant a fourni à l'inspection une instruction décrivant le fonctionnement de l'astreinte sur le site. Les astreintes sont assurées 24 h / 24, par roulement sur 7 jours (du lundi au lundi suivant) par quatre personnes pour l'astreinte générale et quatre autres personnes pour l'astreinte électrique. La programmation des astreintes est planifiée et consultable sur deux plannings d'astreinte.</p> <p>La prescription est respectée.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Ventilation des locaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 37

Thème(s) : Actions nationales 2023, Risques d'incendie et d'explosion
--

Prescription contrôlée :

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les espaces confinés et les locaux dans lesquels du biogaz pourrait s'accumuler en cas de fuite sont convenablement ventilés pour éviter la formation d'une atmosphère explosive ou nocive. La ventilation assure en permanence, y compris en cas d'arrêt de l'installation, un balayage de l'atmosphère du local, au moyen d'ouvertures en parties hautes et basses permettant une circulation efficace de l'air ou par tout autre moyen équivalent garantissant un débit horaire d'air supérieur ou égal à dix fois le volume du local. Un système de surveillance par détection de méthane, sulfure d'hydrogène et monoxyde de carbone, régulièrement vérifié et calibré, permet de contrôler la bonne ventilation des locaux.

La ventilation assure en permanence, y compris en cas d'arrêt de l'installation et notamment en cas de mise en sécurité de celle-ci, un balayage de l'atmosphère du local, au minimum au moyen d'ouvertures en parties haute et basse permettant une circulation efficace de l'air ou par tout autre moyen équivalent.

Constats :

Les locaux sont convenablement ventilés. Le site est également équipé de capteurs détecteurs de gaz. L'exploitant a transmis à l'inspection les rapports de suivi maintenance et vérification analyseurs et système de détection. La présence de ventilation présentant des ouvertures en parties hautes et basses et la présence des capteurs est vérifiée par sondage sur site. Des appareils portatifs étalonnés tous les 6 mois sont présents sur site et permettent de mesurer le CH₄ et l'H₂S présent dans l'air ambiant.

La prescription est respectée.

Type de suites proposées : Sans suite
--

Proposition de suites : Sans objet
